

[Texte]

Mr. Larsen: My response to it, in short, is that we have to sit down as participants in this and design a level playing-field; we do not have that today.

• 1235

Mr. Caceres: There is no question that we are in agreement with your statement, but when we talk globally, we need to start to think globally. The problem we have with the linkage aspect of the policies is that... Let us say, for example, in the Free Trade Agreement we change the rules of the game, we need to adapt to that. That is why we have been, from a pool perspective, changing to the efficiency in the transportation system, changing to the structure of the Canadian Wheat Board, looking how to position ourselves in the global economy.

But the real problem we are facing today is the fair trading rules we have been unable to get. You must remember that our organization in 1987 made a very strong statement to the Prime Minister asking to bring agriculture into the G-7 group, and we are going to do that again, because the problem for us is mainly a political problem for which we are paying the economic consequences.

Mr. Gustafson: I was in Vancouver when we met with your people and all the—

The Chairman: Thanks, Len and gentlemen.

I was going to ask a question that I will just leave as a comment. I think when you look at the American moves on countervail, you should look at who has the majority of the market? They should look at who has the majority of the market? They countervail our pork because we got the access to their market and not they to ours. They do the same with our lumber, and I suggest to you that if they were selling a lot of wheat to us, we would have more power with them.

If you want to comment on my statement and maybe give us a little bit of a round-up statement, you are welcome to do so now, Mr. Larsen.

Mr. Larsen: I think we have covered that area to some degree. It is broader than just wheat, and we have to recognize that in our discussions with them and the possibility of countervail and the different markets to which we as individual nations have access. I think we have to sit down and see how level we can get the playing-field, and right now we are saying in wheat it is not level.

I want to summarize our presentation here by saying thank you for this opportunity. We think there is some action to bring the parties together, to have further discussion with the regard to how we can improve the economic situation of the agricultural producer in Canada. I think there has to be a recognition of the value of the industry to the Canadian economy, particularly with regard to balance of trade in grain marketed out of western Canada, but we must have the plant

[Traduction]

M. Larsen: Pour répondre brièvement à votre question, je dirais que nous devons participer au débat à ce sujet et établir des règles du jeu qui soient les mêmes pour tous; ce n'est pas le cas aujourd'hui.

M. Caceres: Nous sommes tout à fait d'accord avec ce que vous avez dit, mais si l'on parle d'économie mondiale, il faut commencer à penser en fonction du monde. Notre problème, avec la question de la réciprocité c'est que... Supposons, par exemple, que nous changions les règles du jeu dans l'Accord de libre-échange; il faudrait nous y adapter. C'est pourquoi les syndicats du grain recherchent des changements en ce qui concerne l'efficacité du réseau de transport et la structure de la Commission canadienne du blé, afin d'améliorer notre position sur la scène économique mondiale.

Mais le véritable problème auquel nous devons faire face aujourd'hui, c'est que nous n'avons pas pu obtenir des règles équitables pour les échanges commerciaux. Vous devez vous rappeler que, en 1987, notre organisation avait fait des pressions très fortes sur le premier ministre pour lui demander de mettre l'agriculture à l'ordre du jour des réunions du Groupe des sept. Nous allons renouveler nos pressions en ce sens parce que notre problème est d'abord et avant tout un problème politique, dont nous subissons les conséquences économiques.

M. Gustafson: J'ai rencontré vos représentants à Vancouver et tout... .

Le président: Je vous remercie, Len, messieurs.

Je voulais poser une question, mais je me contenterai d'un simple commentaire. Quand on étudie les mesures compensatoires adoptées par les Américains, il faut se demander qui détient la majeure partie du marché. Les Américains ont adopté des mesures compensatoires pour contrer nos exportations de porc parce que nous avons obtenu l'accès à leur marché, et qu'ils n'ont pas fait de même pour le nôtre. C'est la même chose pour notre bois d'oeuvre, et je suppose que, s'ils nous vendaient beaucoup de blé nous serions en meilleure posture vis-à-vis d'eux.

Si vous voulez faire des commentaires sur cette affirmation et nous résumer un peu votre point de vue, nous vous entendrons avec plaisir, monsieur Larsen.

M. Larsen: Je pense que nous avons à peu près fait le tour de la question. Le problème ne touche pas seulement les producteurs de blé, et nous devons en tenir compte dans nos discussions avec les Américains, de même que la possibilité de mesures de compensation et des différents marchés auxquels nos deux pays ont accès. Je pense que nous devons nous rencontrer pour tenter d'établir des règles du jeu uniformes; à l'heure actuelle, d'après nous, elles ne le sont pas pour le blé.

Pour résumer, je voudrais tout d'abord vous remercier de nous avoir permis de comparaître devant vous aujourd'hui. Certaines mesures ont déjà été prises pour rapprocher les deux parties, pour discuter des moyens à prendre pour améliorer la situation économique des producteurs agricoles du Canada. Je pense qu'il faut reconnaître la valeur de cette industrie pour l'économie canadienne, en particulier pour ce qui est de la balance commerciale relative aux grains de